

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 29 mai 2024

Objet n° 21 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; MM. Vincent Vanhalewyn, Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Echevine; M. Frederic Nimal, Echevin; Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, Echevine; MM. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksak, Ibrahim Donmez, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, M. Hasan Koyuncu, Mmes Done Sonmez, Lorraine De Fierlant, MM. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben Addi, Matthieu Degrez, Mmes Leila Lahssaini, Fatima Ben Abbou, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, MM. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Mohamed Echouel, Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Didier Schiffeleers, Mme Marie Gervais, M. Anton Schuurmans, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Michel De Herde, Echevin; Mme Claire Geraets, MM. Emel Dogancan, Yuri De Belder, Anthony Baert, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: M. Ibrahim Donmez, Mme Lorraine De Fierlant, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe sur l'exécution du permis d'urbanisme - Exercices 2024 à 2028 – Instauration #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 23 voix contre 1 et 16 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution, qui consacre l'autonomie fiscale des communes sous réserve des exceptions légales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1er et l'article 118, alinéa 1er ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC, lequel impose aux communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;

Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité publique, la sécurité publique et la propreté publique ;

Considérant que l'exécution des permis d'urbanisme génère des nuisances et donc des dépenses supplémentaires pour la Commune notamment au niveau de la sécurité et de la propreté, compétences qui relèvent des Communes au regard des articles 135, § 2 de la Nouvelle Loi communale, sans que ceux qui en bénéficient participent à ses coûts ; qu'il est par conséquent légitime de financer une partie de ces dépenses supplémentaires par le produit de la taxe ;

Considérant que les extensions de volume des bâtiments ont un impact significatif sur le climat, principalement en raison de la consommation élevée d'énergie et de l'utilisation de matériaux, car l'extraction, la production et le transport de ces matériaux nécessitent beaucoup d'énergie et provoquent également des émissions de CO₂ ;

Considérant que les surfaces imperméabilisées empêchent l'eau de pluie de pénétrer dans le sol, perturbant ainsi le processus naturel d'infiltration et entraînant une augmentation des débits de pointe pendant les périodes de pluie, ce qui provoque des inondations ; qu'il est donc justifié de décourager ces opérations en doublant le taux d'imposition ;

Considérant que si l'analyse de la demande de permis réceptionnée montre qu'un avis d'une commission de concertation doit être formulé et que par conséquent la demande peut être soumise à une enquête publique, cela implique un travail supplémentaire pour l'administration communale et qui est disproportionné par rapport à la redevance perçue lors de l'introduction de la demande, il est alors tout à fait justifié de récupérer ce coût supplémentaire auprès du demandeur ;

Considérant qu'il est légitime d'exonérer de la présente taxe, non seulement les actes et travaux exécutés par une personne de droit public dès lors qu'ils sont directement liés à l'exercice de ses missions mais également tant les immeubles qui sont construits ou rénovés sous le patronage de la société du logement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'il est justifié d'exonérer de cette taxe, à titre d'encouragement, les travaux visant à améliorer la performance énergétique du bâtiment ; qu'il est donc tout à fait normal que les bâtiments sinistrés soient exonérés dans la mesure où ces travaux restent dans les limites du volume sinistré ;

Considérant la nécessité d'absorber au mieux l'impact négatif de l'inflation pour la Commune, avec l'aide de l'indexation automatique ;

Vu, pour le surplus, les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins des 9 et 16 avril 2024 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2024 à 2028, une taxe communale sur l'exécution du permis d'urbanisme

Article 2

§ 1er. Le montant de la taxe est constitué de la somme des montants calculés sur base des tarifs spécifiques détaillés à l'article 3, avec un minimum forfaitaire de 100€.

§ 2. Les modifications soumises à l'impôt sont déterminées sur base des documents les plus récents du dossier d'archives de l'immeuble concerné.

§ 3. L'impôt est calculé dans l'unité de mesure (m² ou unité) telle que définie pour les actes et travaux détaillés à l'article 3, sur base des plans et annexes du permis.

§ 4. Les superficies de plancher (hors sol, sous-sol) sont calculées au droit de l'extérieur des murs de façade et à l'axe des murs mitoyens, les planchers étant supposés continus, sans déduction des murs et autres dispositifs techniques intérieurs quelconques. Pour les démolitions totales suivies de reconstruction, la superficie de l'ensemble de la nouvelle construction sera prise en considération (comme s'il s'agissait d'une nouvelle construction sur un terrain non bâti). Pour les transformations lourdes, tous les nouveaux planchers ainsi que toutes les surfaces imperméables, à l'air libre, seront comptabilisés.

§5. La longueur de la façade est mesurée horizontalement, au droit des axes des mitoyens, par niveau modifié et sans déduction des portes et fenêtres.

§6. Le calcul des superficies imposables est arrondi à l'unité supérieure.

Article 3

§1. Les actes ou travaux de construction, reconstruction et transformation de toute nature :

- 4,35 EUR par m² de surface de plancher faisant l'objet du permis délivré
- Le taux est doublé pour les surfaces imperméabilisées dans les zones de jardin et de cour

Sont exclus du champ d'application de la présente taxe, les travaux de rénovation intérieure portant exclusivement sur une modification structurelle (impliquant une modification de structure du bâtiment au niveau des baies, murs,...) sans modification de surface.

§2. Permis soumis à la commission de concertation :

- 50,00 EUR par permis délivré ;
- une taxe supplémentaire de 200,00 EUR sera exigée par permis délivré lorsque cette demande de permis a fait l'objet d'une enquête publique.

Article 4

Les taux seront adaptés chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ils seront adaptés le 1^{er} janvier de chaque année à l'indice du mois de décembre de l'année précédente selon la formule $(R \times i)/I$ où :

- R = taux établi ci-dessus
- i = indice du mois de décembre de l'année précédente = décembre 2024 lors de la première adaptation, en janvier 2025
- I = indice du mois de décembre 2023 (base 2013= 100)

Article 5

L'impôt est dû par le bénéficiaire du permis d'urbanisme, tel qu'identifié dans la demande de permis, c'est à dire la personne physique ou morale pour le compte de laquelle les actes et travaux soumis à permis sont demandés. S'il y a plusieurs personnes qui sont bénéficiaires du permis, celles-ci sont tenues solidairement et indivisiblement au paiement de la taxe.

Lorsque le permis a pour objet la division de l'immeuble en plusieurs lots, l'ensemble des bénéficiaires des actes et travaux résultant de cette division sont également tenus solidairement et indivisiblement au paiement de la taxe

Article 6

Sont exonérés de la taxe:

- Les actes et travaux exécutés par une personne de droit public et à condition que les actes et travaux soient directement liés à l'exercice de ses missions de service public.
- Les sociétés de logement social agréées par la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale;
- Les bâtiments dans la commune qui sont sinistrés; lesdits travaux doivent rester dans les limites du volume autorisé avant sinistre
- Les travaux de modification de l'aspect de la construction visant une meilleure performance énergétique du bâtiment.

Article 7

§1^{er}. La taxe est perçue au comptant dès la notification du permis

§ 2 . Lorsque la perception ne peut pas être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée

Article 8

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

La taxe enrôlée est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives, au profit de l'Administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 9

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Article 10

§1^{er} - Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

§2 - Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de la perception au comptant de la taxe. Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

§3 - Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Article 11

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} juin 2024

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 29 mai 2024.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 29 mei 2024

Voorwerp nr 21 van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Mehmet Bilge, Schepenen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepen; H. Frederic Nimal, Schepen; Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, Schepenen; HH. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksak, Ibrahim Donmez, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, H. Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, Lorraine De Fierlant, HH. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben Addi, Matthieu Degrez, Mevr. Leila Lahssaini, Fatima Ben Abbou, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, HH. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Mohamed Echouel, Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Didier Schiffeleers, Mevr. Marie Gervais, H. Anton Schuurmans, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Michel De Herde, Schepen; Mevr. Claire Geraets, HH. Emel Dogancan, Yuri De Belder, Anthony Baert, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: H. Ibrahim Donmez, Mevr. Lorraine De Fierlant, Gemeenteraadsleden.

#Voorwerp : Belasting op de uitvoering van stedenbouwkundige vergunningen - Aanslagjaren 2024 tot 2028 – Invoering #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 23 stem(men) tegen 1 en 16 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, welke de gemeenten verplicht een begroting in evenwicht te realiseren;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, openbare veiligheid en openbare netheid te waarborgen;

Overwegende dat de uitvoering van stedenbouwkundige vergunningen resulteert in overlast en dus in extra uitgaven voor de gemeente, meer bepaald wat betreft de veiligheid en netheid, die krachtens artikel 135, § 2, van de nieuwe gemeentewet tot de bevoegdheden van de gemeenten behoren, zonder dat de begunstigen in de kosten daarvan delen; dat het derhalve gegrond is een deel van deze extra uitgaven te financieren met de opbrengsten van deze belasting;

Overwegende dat de uitbreidingen van het bouwvolume een significante impact hebben op het klimaat voornamelijk door het hoge energieverbruik en materiaalgebruik omdat de extractie, productie en transport van deze materialen vaak veel energie vereisen en veroorzaken ook CO₂-uitstoot;

Overwegende dat ondoorlaatbare ondergronden voorkomen dat regenwater in de bodem kan doordringen, waardoor het natuurlijke infiltratieproces wordt verstoord en leidt tot verhoogde piekafvoeren tijdens regenbuien wat overstromingen met zich meebrengt; dat het derhalve gegrond is deze handelingen te ontraden door middel van een verdubbeling van de aanslagvoet;

Overwegende dat wanneer blijkt uit de analyse van de ontvangen vergunningsaanvraag, dat er een advies van een overlegcommissie moet worden geformuleerd en bijgevolg misschien ook moet worden onderworpen aan een openbaar onderzoek, impliceert dit voor de gemeentelijke administratie een meerwerk en die niet in verhouding staat met de retributie die ontvangen wordt bij de indiening van de aanvraag, het is dan volstrekt gegrond om deze meerkost dan alsnog te verhalen bij de aanvrager;

Overwegende dat het gegrond is om niet alleen de handelingen en werken die door een publiekrechtelijke rechtspersoon worden uitgevoerd wanneer die rechtstreeks verband houden met de uitoefening van zijn opdrachten, maar ook de gebouwen die onder het beschermheerschap van de huisvestingsmaatschappij van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden gebouwd of gerenoveerd, van deze belasting vrij te stellen;

Overwegende dat het gegrond is om ter aanmoediging de werken die een verbetering van de energieprestatie van het gebouw beogen vrij te stellen van deze belasting; dat het derhalve vanzelfsprekend is dat de gebouwen die geteisterd zijn van een onheil worden vrijgesteld in zoverre deze werken binnen de grenzen van het geteisterd volume blijven;

Overwegende de noodzaak om de negatieve gevolgen van de inflatie voor de Gemeente, met behulp van een automatische indexering, zo goed mogelijk te absorberen;

Gelet bovendien op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 en 16 april 2024 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Voor de aanslagjaren 2024 tot 2028, wordt een gemeentebelasting op de uitvoering van stedenbouwkundige vergunningen.

Artikel 2

§ 1. De grootte van de heffing is het resultaat van de som van de berekende bedragen uitgaande van de specifieke tarieven zoals bepaald in artikel 3, met een forfaitair minimum van 100€.

§ 2. De aan de belasting onderworpen wijzigingen worden vastgesteld aan de hand van de meest recente documenten uit het archiefdossier van het betrokken gebouw.

§ 3. De belasting wordt berekend in de meeteenheid (m² of eenheid) zoals bepaald voor handelingen en werken toegelicht in artikel 3, op basis van de plannen en bijlagen van de vergunning.

§ 4. De vloeroppervlakte (bovengronds, ondergronds) wordt berekend loodrecht op de buitenmuren van de gevel en de hartlijn van de gemene muur, waarbij er wordt uitgegaan van doorlopende muren zonder deze of gene muur of andere technische inrichting binnenin in mindering te brengen. Bij volledige sloop, gevolgd door een heropbouw wordt er rekening gehouden met de oppervlakte van de gehele nieuwbouw (alsof het om een nieuwbouw op een braakliggend terrein zou gaan). Voor ingrijpende verbouwingswerken worden alle nieuwe vloeroppervlakten, evenals alle water ondoorlatende oppervlakten in open lucht in aanmerking genomen.

§ 5. De gevellengte wordt horizontaal gemeten, loodrecht op de hartlijn van de gemene muren, per gewijzigde verdieping en zonder deuren en ramen in mindering te brengen.

§ 6. De berekening van de belastbare oppervlakken wordt afgerond naar de hogere eenheid.

Artikel 3

§ 1. Handelingen of werken voor het bouwen, het herbouwen en transformatie van allerlei aard:

- 4,35 EUR per m² oppervlakte van de plankenvloeren waarvoor een vergunning werd afgeleverd.
- Het tarief wordt verdubbeld voor de oppervlakte in tuin- en koerzones die ondoorlatend worden gemaakt.

Zijn uitgesloten van het toepassingsgebied van huidige belasting, de binnenhuis renovatiewerken die uitsluitend betrekking hebben op een structurele wijziging (houdende een wijziging van de structuur van het gebouw betreffende de openingen, muren, ...) zonder dat dit een wijziging inhoudt van de oppervlakte;

§ 2. De vergunning met tussenkomst van een overlegcommissie:

- 50,00 EUR per afgeleverde vergunning;
- een bijkomende belasting van 200,00 EUR wordt gevraagd per afgeleverde vergunning wanneer deze vergunningsaanvraag onderworpen werd aan een openbaar onderzoek.

Artikel 4

De belasting wordt jaarlijks aangepast aan de index van de consumptieprijzen. Ze wordt op 1 januari van ieder jaar aangepast aan de index van de maand december van het voorgaande jaar volgens de formule $(R \times i) / I$ waarbij:

- R = tarief zoals vastgesteld in artikel 3
- i = de index van de maand december van het voorgaande jaar = december 2024 bij de eerste aanpassing, in januari 2025
- I = index van de maand december 2023 (basis 2013 = 100)

Artikel 5

De belasting is verschuldigd door de begunstigde van de stedenbouwkundige vergunning, zoals gedefinieerd in de aanvraag voor de stedenbouwkundige vergunning en meer bepaald de natuurlijke of rechtspersoon voor wiens rekening de handelingen en werken die onderworpen zijn aan een stedenbouwkundige vergunning, worden uitgevoerd. Indien er meerdere begunstigten van de stedenbouwkundige vergunning zijn, zijn zij hoofdelijk en ondeelbaar gehouden tot het betalen van de belasting.

Wanneer de stedenbouwkundige vergunning slaat op de opsplitsing van het gebouw in meerdere loten zijn alle begunstigten van de handelingen en werken die uit die opsplitsing voortvloeien eveneens hoofdelijk en ondeelbaar gehouden tot het betalen van de belasting.

Artikel 6

Worden vrijgesteld van de belasting:

- de publiekrechtelijke rechtspersoon en op voorwaarde dat de handelingen en werken rechtstreeks verband houden met de uitoefening van zijn opdrachten van openbare dienst;
- de maatschappijen voor sociale huisvesting erkend door de Maatschappij voor de Huisvesting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- de gebouwen in de gemeente die geteisterd zijn; deze werken moeten binnen de grenzen van het toegelaten volume voor het onheil blijven;
- de wijziging van het uitzicht van het bouwwerk die een verbetering van de energieprestatie van het gebouw beogen

Artikel 7

§ 1. De belasting wordt contant geïnd bij de betekening van de stedenbouwkundige vergunning.

§ 2. Wanneer de heffing niet contant kan worden betaald, wordt de belasting ingekohierd.

Artikel 8

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

De ingekohierde belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 9

De belasting wordt door de Gemeenteontvanger ingevorderd overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014.

Artikel 10

§ 1 - De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar schriftelijk indienen tegen de geheven belasting, alsook alle verhogingen of boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingschuldige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar en een uiteenzetting

van feiten en middelen.

§2 - De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of te rekenen vanaf de dag van de contante inning van de belasting.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

§3 - Indien de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift

Artikel 11

Dit onderhavige reglement treedt in voege op 1 juni 2024

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 29 mei 2024.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitster,



Cécile JODOGNE